

La recherche au risque de l'engagement

Karine LAMARCHE

Grâce à un élargissement des terrains d'enquête de la sociologie des mobilisations, le dossier de la revue *Genèses*, « S'engager en situation de contrainte », permet d'approfondir les relations entre mouvements sociaux et autoritarisme, et de démontrer ainsi la faible pertinence de cette dernière notion.

Recensé : Dossier « S'engager en situation de contrainte », *Genèses*, Vol. 4, n° 77, 2009, 168 p. <http://www.cairn.info/revue-geneses-2009-4.htm>

Ce dossier de la revue *Genèses* consacré à l'engagement en situation de contrainte rassemble quatre articles portant sur le Maroc, l'Arabie Saoudite, Cuba et la Colombie. En choisissant d'opérer un décentrement géographique de la sociologie des mobilisations, habituellement cantonnée aux espaces européen et nord-américain, leurs auteurs nous donnent à lire et à comprendre des pratiques protestataires qui prennent forme dans des espaces politiques dits en transition et en cela marqués par des situations de forte incertitude quant à la gestion de leur répression par les autorités étatiques. Ils nous invitent ainsi également à réfléchir aux « modalités de restitution des pratiques officieuses ou risquées » (p.5) puisqu'ils témoignent du dilemme, souligné dans le texte introductif de Marie-Emmanuelle Pommerolle et Frédéric Vairel, entre nécessité de protéger ses sources et volonté de rester aussi fidèle que possible aux données recueillies. Néanmoins, l'hétérogénéité des terrains et des conditions de recueil du matériau ethnographique ne permettant pas de tirer, une fois la lecture de ce dossier achevée, une conclusion uniforme qui transcenderait la typicité des cas, c'est aussi sur l'apport de chaque texte pris individuellement qu'il faut se pencher.

La sociologie des mobilisations au regard de quatre terrains atypiques

En enquêtant sur Cuba, et plus particulièrement sur un collectif de jeunes enseignants, chercheurs et fonctionnaires de la culture, Marie Laure Geoffray entend s'interroger sur « la manière dont certains groupes informels ont réussi à créer des espaces plus libres et à travailler, depuis l'intérieur, les pratiques et les imaginaires sociaux » (p.7-8). C'est donc moins de mobilisations au sens strict qu'il est question ici que d'une « contestation de basse intensité [permettant] la “co-production” de la transformation du régime révolutionnaire » (p.27) dans la mesure où, à l'exception de quelques rares initiatives dissidentes, le champ militant cubain demeure largement contrôlé par l'État. Cela n'empêche pas l'auteure de convoquer des notions bien connues de la sociologie des mobilisations comme celles de trajectoire et d'engagement. Elle montre ainsi par exemple que les acteurs du collectif étudié partagent, malgré des origines sociales différentes, une même expérience de perte de repères due à la dissonance entre une socialisation révolutionnaire et la crise radicale provoquée par l'effondrement de l'URSS ainsi que « des dispositions communes pour l'engagement en faveur d'un socialisme rénové » (p.12), pouvant en partie s'expliquer par des connections internationales pourvoyeuses de référents politiques alternatifs.

Montserrat Emperador s'intéresse, elle, aux manifestations de diplômés chômeurs au Maroc, considérant que celles-ci constituent « un bon analyseur de la dynamique interne des mouvements sociaux et des implications de la politique de libéralisation autoritaire » (p.31) à l'œuvre dans ce pays. Elle montre en effet le statut ambivalent de ces manifestations qui, d'un côté, légitiment les discours sur la transition politique dans la mesure où elles sont la plupart du temps tolérées et, de l'autre, se heurtent à l'imprévisibilité de la réponse répressive. D'où la conclusion suivante qui pourrait trouver sa place sans trop de surprise dans bien d'autres travaux sur les mobilisations mais prend, dans le contexte marocain de libéralisation politique, une coloration particulière : « L'incertitude relative de la réponse policière est un principe de gestion qui vise à éroder les repères sur lesquels les militants construisent la “rationalité” de leur action [...], une arme puissante de découragement et de concurrence » (p.43).

Dans son étude sur les élections de 2005 en Arabie Saoudite, Pascal Ménoret se propose de remettre en question la conception hégémonique de la politisation comme processus long d'apprentissage en montrant que, dans le cas saoudien, devenir électeur peut se faire vite. Cette spécificité s'explique par le fait que, dans ce pays, on devient électeur non pas

« en apprenant un rôle abstrait ou en se défaisant de ses appartenances, mais dans le prolongement même de rôles sociaux et de réseaux religieux pourtant a priori hostiles à l'idée même d'élection » (p.51). C'est ainsi par la conversion d'un habitus préexistant largement déterminé par l'ancrage islamique que se développe l'habitus électoral. Pascal Ménoret souligne le paradoxe qui existe dans le fait que l'électeur saoudien est le produit de groupes islamistes qui ne reconnaissent pas le vote démocratique et il fait de ce paradoxe la pierre angulaire de son argumentation. Il montre ainsi qu'en proposant aux électeurs, en majorité indécis, une formation et une information politiques que l'État se montre incapable de délivrer (par le biais des « tentes électorales », l'envoi par SMS de listes de « bons candidats », etc.), les cheikhs deviennent des « entrepreneurs en élection » qui « fabriquent le vote » (p.67).

Angela Santamaria Chavarro, en étudiant la trajectoire de deux Colombiennes réfugiées en Australie et engagées dans la dénonciation du massacre de Tierra Blanca, s'intéresse au « processus de construction des victimes » (p.77) à travers la mobilisation de ressources juridiques, médiatiques et internationales à un niveau transnational. Elle entend montrer les tensions que sont susceptibles de produire l'accession au lobbying international d'une nouvelle génération de militants peu dotés en capitaux économiques et scolaires – à laquelle appartient Dora, l'une des deux enquêtées – et leur alliance nécessaire avec d'autres acteurs aux ressources plus importantes – telle que Rosa, la seconde enquêtée. Dans le cas des deux femmes, dont elle relate en détail les trajectoires, Angela Santamaria Chavarro note qu'« une lutte pour le monopole et la mobilisation du “capital de la victime” [s'installe] au sein de la campagne internationale entre la réfugiée politique et la dirigeante autochtone » (p.90). Ce cas ethnographique lui sert en outre de focale pour observer plus largement le processus d'internationalisation de la cause étudiée, ses différentes étapes, ses enjeux et les conditions de son succès.

Quand s'exerce la contrainte

Plusieurs travaux, ouvrages ou dossiers thématiques parus dans des revues francophones de sciences sociales ont récemment mis en lumière les apports et les limites de l'enquête ethnographique, ainsi que les difficultés qui incombent à certains terrains généralement qualifiés de sensibles, minés ou à risque (Agier, 1997 ; Albera, 2001 ; Cefai et Amiraux, 2002 ; Boumaza et Campana, 2007). S'ils ne présentent pas la réflexion méthodologique sur leur rapport à l'objet comme la dimension centrale de leur démarche, les différents articles de ce numéro de *Genèses* nous invitent à penser tout autant l'engagement

des acteurs étudiés en situation de contrainte que celui du chercheur qui les étudie. Comment en effet ne pas s'interroger sur les conditions de recueil d'un matériau soumis aux aléas d'une enquête menée dans des contextes politiques marqués par l'incertitude ? Sur ce point, on regrettera parfois à la lecture du dossier que le retour réflexif opéré par les auteurs sur leur démarche ne soit pas aussi poussé que le suggère l'introduction.

Pascal Ménoret est ainsi le seul à proposer une réflexion de fond sur les enjeux d'une enquête dans un pays « réputé pour sa politique extrêmement répressive en matière politique et morale » (p.52). Dans un encadré, il liste et décrypte les différentes difficultés auxquelles il a été confronté, donnant ainsi à son article une véritable plus-value méthodologique. Les trois autres chercheuses évoluent, certes, sur des terrains ne présentant pas une fermeture politique aussi nette que l'Arabie Saoudite et on peut donc supposer les enjeux liés à leur présence sur place moindres. Il manque néanmoins une réflexion sur leur positionnement et sur la restitution des données qui dépasse la simple évocation de l'anonymisation faite par Marie Laure Geoffroy et par Angela Santamaria Chavarro, respectivement dans un encadré succinct et dans une note de bas de page.

Dans le cas cubain, on apprend ainsi que l'auteure a participé à l'organisation du collectif étudié et que les « intérêts partagés en termes politiques, intellectuels et de recherche [lui] ont permis de construire une relation de confiance » (p.8) avec ses enquêtés. Mais on ne sait rien de la manière dont cette proximité a pu jouer dans l'élaboration de ses questionnements ni dans le déroulement du terrain. En ce qui concerne Angela Santamaria Chavaro, il aurait pu être intéressant d'en savoir plus sur la manière dont elle a géré la proximité qui semble s'être créée entre elle et ces deux militantes de la cause autochtone colombienne rencontrées en Australie, dont elle décrit les interactions, souvent conflictuelles, sans véritablement s'interroger sur les enjeux de sa propre présence à leurs côtés. Montserrat Emperador, quant à elle, fait appel de manière extensive aux notes de terrain prises lors de ses observations, donnant à son texte une certaine profondeur ethnographique. Mais on aurait aimé connaître sa position lors des manifestations observées. Où était-elle exactement ? Comment était-elle perçue par ceux qui l'entouraient (manifestants, policiers, passants, etc.) ? Comment a-t-elle vécu la violence qu'elle décrit comme subie par ses enquêtés et dont on se demande si elle a, elle aussi, dû faire les frais ?

Au-delà de cet aspect méthodologique qui peut parfois amener le lecteur à rester sur sa faim, il ressort de cet ensemble de nombreuses réflexions particulièrement stimulantes. L'articulation opérée entre mobilisations et changements sociétaux et gouvernementaux survenus dans les contextes étudiés est l'une d'entre elles et mérite d'autant plus d'être soulignée qu'elle fait souvent défaut dans les travaux sur le militantisme (Siméant et Sawicki, 2010 : 22). Cette articulation amène notamment le lecteur à constater « la faible consistance de la notion [d'autoritarisme] et son caractère peu opératoire » (p.6) dans les contributions dont il est question ici. En effet, alors que l'on aurait pu s'attendre à découvrir des situations d'enquête marquées par une répression ouverte, on découvre une variété de réponses aux mobilisations décrites allant du « laisser faire bonhomme » (p.6) dans le cas des manifestations marocaines à la menace de sanctions directes envers les intellectuels à Cuba. Il ressort ainsi que la notion de contrainte, si elle apparaît parfois floue en raison de l'usage limité qui en est fait dans les différentes contributions, est néanmoins particulièrement adaptée pour appréhender la question des « jeux du militantisme dans les espaces politiques en transition » (p.7) à laquelle invitait ce dossier.

Références:

Michel Agier (dir.), *Anthropologues en dangers. L'engagement sur le terrain*, Paris, Editions Jean-Michel Place, 1997.

Dionigi Albera (dir.), « Terrains minés », *Ethnologie française*, vol. XXXI, n° 1, 2001.

Magali Boumaza et Aurélie Campana (dir.), « Enquêter en milieu "difficile" », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 1, février 2007.

Daniel Céfaï et Valérie Amiraux (dir.), « Les risques du métier : engagements problématiques en sciences sociales », *Cultures et Conflits*, n° 47, automne 2002.

Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, n° 1, 2009.